

- van 1 juli 2021 tot 30 juni 2022:

Stappen: 11(2) 1506,94

4(2) 753,48

- vanaf 1 juli 2022:

Stappen: 11(2) 1506,94

5(2) 753,48

120/3i

Minimum [40.377,49].

- van 1 juli 2018 tot 30 juni 2019:

Stappen: 11(2) 1506,94

1(2) 753,48

- van 1 juli 2019 tot 30 juni 2020:

Stappen: 11(2) 1506,94

2(2) 753,48

- van 1 juli 2020 tot 30 juni 2021:

Stappen: 11(2) 1506,94

3(2) 753,48

- van 1 juli 2021 tot 30 juni 2022;

Stappen: 11(2) 1506,94

4(2) 753,48

- vanaf 1 juli 2022:

Stappen: 11(2) 1506,94

5(2) 753,48 ».

Art. 8. Slot- en overgangsbepalingen

Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij wijze van overgangsmaatregel, voor een periode van twee jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit:

1° aan de evaluatievoorwaarde van punt 31/3 wordt geacht te zijn voldaan in afwezigheid van elke formele beoordeling;

2° de in punt 31/4 bedoelde beoordelingsvoorwaarde wordt gelezen als volgt: "vermelding van een "gunstige" beoordeling".";

3° aan de voorwaarde met betrekking tot het geïndividualiseerde opleidingstraject als bedoeld in artikel 31/3, wordt geacht te zijn voldaan.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 juni 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14407]

3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au comité d'avis pour la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, l'article 146, § 3 ;

Vu le « test genre » établi le 29 avril 2019 conformément à l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mai 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2019 ;

Vu l'avis du 7 juin 2019 de l'organe de concertation intra-francophone, conformément à l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis n° 66.246/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « comité d'avis » : le comité d'avis pour la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement ;

2° « décret » : le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement.

CHAPITRE 2. — Règles relatives au fonctionnement du comité d'avis

Art. 2. Le comité d'avis a son siège à l'administration compétente, qui en assure le secrétariat et la conservation des archives.

Art. 3. Le comité d'avis se réunit sur convocation du président qui fixe la date, l'heure et l'ordre du jour de ses réunions.

La convocation est adressée aux membres au moins huit jours avant la date de la réunion.

Le président est tenu de convoquer le comité d'avis à la demande du ministre ou d'un tiers au moins des membres.

Art. 4. Le président dirige et coordonne les activités du comité d'avis.

Il est chargé des relations du comité d'avis avec le ministre et avec les personnes intéressées aux différentes missions du comité d'avis.

Art. 5. Le comité d'avis délibère valablement si la majorité de ses membres ayant voix délibérative est présente.

A défaut d'avoir réuni cette majorité, le comité d'avis peut, après une nouvelle convocation envoyée dans le respect des conditions prévues à l'article 3, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 6. Le comité d'avis recherche le consensus.

A défaut de consensus, les votes ont lieu à la majorité simple des votes exprimés.

En l'absence de consensus, l'avis mentionne les différents avis minoritaires, leurs motivations et le nombre de votes qu'ils ont recueillis.

Art. 7. § 1^{er}. L'avis du comité d'avis visé à l'article 145, alinéa 3, du décret est transmis au ministre dans un délai de deux mois.

§ 2. Le délai visé au paragraphe 1^{er} est prolongé de plein droit d'un mois lorsqu'il prend cours durant le mois de juillet ou lorsqu'il expire durant le mois d'août.

§ 3. Lorsque le ministre ou son délégué le juge utile, il prolonge le délai défini au paragraphe 1^{er} et en informe le comité d'avis par écrit.

Lorsque le comité d'avis le juge nécessaire, il sollicite par un écrit motivé auprès du ministre ou de son délégué une prolongation du délai prévu au paragraphe 1^{er}. Si le Ministre ou son délégué marque son accord sur la prolongation, il le notifie par écrit au comité d'avis.

§ 4. Les délais prévus aux paragraphes 1 à 3 commencent à courir le jour ouvrable qui suit la réception de la demande d'avis par le secrétariat du comité d'avis.

Le délai se compte de quantième à veille de quantième.

Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable qui suit.

§ 5. Lorsque l'avis n'est pas remis dans les délais visés aux paragraphes 1 à 3, il n'est plus requis.

Art. 8. Le comité d'avis publie tous les ans les avis qu'il a rendus au cours de l'année sur le site de l'administration compétente.

Il dispose pour la publication de ses avis d'un espace sur le site de l'administration compétente doté d'outils de recherche adéquats.

Art. 9. Un rapport retraçant l'activité du comité d'avis est adressé annuellement au ministre.

Art. 10. Le comité d'avis établit son règlement d'ordre intérieur qui précise ses modalités de fonctionnement.

Il soumet le règlement d'ordre intérieur et ses éventuelles modifications à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE 3. — Règles relatives à la nomination des membres

Art. 11. § 1^{er}. Le ministre nomme les membres effectifs et suppléants du comité d'avis.

Le membre suppléant ne siège que pour remplacer le membre effectif.

Dans le mois qui suit la demande du ministre, les institutions et organisations visées à l'article 146, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 6°, du décret lui adressent le nom de leur représentant et celui de son suppléant.

Dans le mois qui suit la demande du ministre, chaque service agréé en vertu des articles 27 à 30 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert lui adresse le nom d'un candidat effectif et le nom d'un candidat suppléant. Le ministre choisit parmi ces différentes personnes le membre visé à l'article 146,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du décret et son suppléant, en veillant à ce qu'ils ne soient pas issus du même service.

Dans le mois qui suit la demande du ministre, la Commission communautaire des Partenariats visée à l'article 40 du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables lui adresse le nom du membre visé à l'article 146, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, du décret et celui de son suppléant.

Dans le mois qui suit la demande du ministre, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone lui adresse le nom du membre visé à l'article 146, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, du décret et celui de son suppléant.

Dans le mois qui suit la demande du ministre, les procureurs généraux des Cours d'appel de Bruxelles, Liège et Mons lui adressent collégalement le nom du membre visé à l'article 146, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, du décret et celui de son suppléant.

Dans le mois qui suit la demande du ministre, l'Académie de Recherche et d'Enseignement lui adresse les noms des deux membres visés à l'article 146, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8^o, du décret et ceux de leurs suppléants.

§ 2. Le ministre désigne un président et un vice-président parmi les membres du comité d'avis ayant voix délibérative.

§ 3. Si, en cours de mandat, un membre du comité d'avis démissionne ou cesse pour une raison quelconque d'être membre, il est procédé à son remplacement selon la même procédure. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

Art. 12. Les membres du comité d'avis sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence injustifiée à trois réunions consécutives.

Art. 13. Les membres du comité d'avis exercent leur mandat gratuitement.

Ils perçoivent les indemnités pour frais de parcours et les remboursements des frais de transport aux mêmes conditions que le personnel de l'administration compétente, sur la base des pièces justificatives.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 2019.

Art. 15. Le ministre ayant dans ses attributions la gestion des centres communautaires dans lesquels sont exécutées les mesures ou peines privatives de liberté prononcées à l'égard de jeunes ayant fait l'objet d'une décision de dessaisissement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

—————

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14407]

3 JULI 2019. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de adviesraad voor de opvang in een gemeenschapscentrum van uithandengegeven jongeren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang in gemeenschapscentra voor uithandengegeven jongeren, artikel 146, § 3;

Gelet op de "gendertest", op 29 april 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 7 mei 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 15 mei 2019;

Gelet op het advies van 7 juni 2019 van het intra-Franstalig overlegorgaan, overeenkomstig het kaderakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie voor Intra-Franstalig overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in dit verband van toepassing zijn;

Gelet op advies nr. 66.246/2 van de Raad van State, uitgebracht op 17 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de Wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "adviescomité": het adviescomité voor de opvang in een gemeenschapscentrum van uithandengegeven jongeren;

2^o "decreet": het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum) van uithandengegeven jongeren.

HOOFDSTUK 2. — *Regels betreffende de werking van het adviescomité*

Art. 2. Het adviescomité is gevestigd bij het bevoegde bestuur, dat voor het secretariaat en de bewaring van de archieven zorgt.

Art. 3. Het adviescomité komt samen op oproeping van de voorzitter die de datum, het uur en de agenda van de vergaderingen bepaalt.

De oproeping wordt minstens acht kalenderdagen voor de datum van de vergadering verzonden naar de leden.

De voorzitter is ertoe gehouden het adviescomité bijeenroepen op verzoek van de Minister of van minstens een derde van de leden hierom verzoekt.

Art. 4. De voorzitter leidt en coördineert de activiteiten van het adviescomité.

Hij is belast met de relaties van het adviescomité met de Minister en met de personen die bij de verschillende opdrachten van het adviescomité belang hebben.

Art. 5. Het adviescomité beraadslaagt rechtsgeldig indien de meerderheid van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Bij gebreke aan deze dergelijke meerderheid kan het adviescomité, na een nieuwe oproeping verzonden met inachtneming van de voorwaarden zoals beschreven in artikel 3, wel rechtsgeldig beraadslagen over hetzelfde onderwerp, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 6. Het adviescomité zoekt een consensus.

Kan er geen consensus worden bereikt, dan vindt een stemming plaats met een eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

Wordt er geen consensus bereikt, dan vermeldt het advies de verschillende minderheidsadviezen, hun motivaties en het aantal stemmen dat ze hebben verzameld.

Art. 7. § 1. Het advies van het adviescomité bedoeld in artikel 145, lid 1, van het decreet wordt binnen een termijn van twee maanden overgemaakt aan de Minister.

§ 2. De termijn bedoeld in paragraaf 1 wordt van rechtswege verlengd met één maand wanneer hij in de maand juli ingaat of in de maand augustus verstrijkt.

§ 3. Wanneer de Minister of zijn afgevaardigde dit nuttig acht, verlengt hij de termijn bedoeld in paragraaf 1 en meldt hij dit schriftelijk aan het adviescomité.

Wanneer het adviescomité dit noodzakelijk acht, vraagt het bij met redenen omkleed schrijven aan de Minister of zijn afgevaardigde om de termijn bedoeld in paragraaf 1 te verlengen. Als de Minister of zijn afgevaardigde instemt met de verlenging, meldt hij dit schriftelijk aan het adviescomité.

§ 4. De termijnen bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 beginnen te lopen op de werkdag die volgt op de dag waarop het secretariaat van het adviescomité het verzoek om advies ontvangt.

De termijn wordt gerekend van de zoveelste dag tot de dag vóór de zoveelste dag.

De vervaldatum is in de termijn inbegrepen. Wanneer deze dag echter een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum uitgesteld tot de volgende werkdag.

§ 5. Wordt geen advies verstrekt binnen de termijn bedoeld in de paragrafen 1 tot 3, dan is het niet langer vereist.

Art. 8. Het adviescomité publiceert jaarlijks de adviezen die het in de loop van het jaar heeft uitgebracht op de website van het bevoegde bestuur.

Het beschikt voor de publicatie van zijn adviezen over een rubriek op de website van het bevoegde bestuur die is uitgerust met passende zoekfuncties.

Art. 9. Een verslag met daarin de activiteiten van het comité wordt jaarlijks overgemaakt aan de Minister.

Art. 10. Het adviescomité stelt een huishoudelijk reglement op dat zijn werkingsmodaliteiten nader bepaalt.

Het legt het huishoudelijk reglement en de eventuele wijzigingen daarvan ter goedkeuring voor aan de Minister.

HOOFDSTUK 3. — *Regels voor de benoeming van de leden*

Art. 11. § 1. De Minister benoemt de werkende en plaatsvervangende leden van het adviescomité. Plaatsvervangende leden zetelen enkel ter vervanging van een werkend lid.

Binnen de maand die volgt op het verzoek van de Minister bezorgen de instellingen en organisaties bedoeld in artikel 146, § 1, eerste lid, 1°, 2° en 6° van het decreet hem de naam van hun vertegenwoordiger en van zijn plaatsvervanger.

Binnen de maand die volgt op het verzoek van de Minister bezorgt elke dienst die is goedgekeurd overeenkomstig de artikelen 27 tot en met 30 van het besluit van 5 december 2018 over de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de actiediensten in open milieu de naam van een werkend kandidaat en de naam van een plaatsvervangend kandidaat. De Minister kiest uit deze verschillende personen het lid bedoeld in artikel 146, § 1, lid 1, 3°, van het decreet en zijn plaatsvervanger, waarbij hij erop toeziet dat zij niet uit dezelfde dienst afkomstig zijn.

Binnen de maand die volgt op het verzoek van de Minister bezorgt de Gemeenschapscommissie voor partnerschappen bedoeld in artikel 40 van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden de naam van het lid en van zijn plaatsvervanger bedoeld in artikel 146, § 1, lid 1, 4°.

Binnen de maand die volgt op het verzoek van de Minister bezorgt de "Ordre des barreaux francophone et néerlandophone" hem de naam van het lid en van zijn plaatsvervanger bedoeld in artikel 146, § 1, lid 1, 5°, van het decreet.

Binnen de maand die volgt op het verzoek van de Minister bezorgen de procureurs-generaal van de hoven van beroep van Brussel, Luik en Bergen hem gezamenlijk de naam van het lid en van zijn plaatsvervanger bedoeld in artikel 146, § 1, lid 1, 7°, van het decreet.

Binnen de maand die volgt op het verzoek van de Minister bezorgt de ARES hem de naam van twee leden en hun plaatsvervangers zoals bedoeld in artikel 146, § 1, lid 1, 8° van het decreet.

§ 2. De Minister wijst uit de stemgerechtigde leden van het adviescomité een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

§ 3. Indien een lid van het adviescomité, tijdens zijn mandaat, ontslag neemt of om het even welke reden niet langer lid is, wordt dit lid vervangen volgens dezelfde procedure. Het aldus aangestelde lid voleindigt het mandaat van de persoon die hij vervangt.

Art. 12. De leden van het adviescomité is van rechtswege ontslagnemend wanneer ze op drie opeenvolgende vergaderingen onverantwoord afwezig zijn.

Art. 13. De leden van het comité oefenen hun mandaat kosteloos uit.

Ze ontvangen op voorlegging van bewijsstukken een vergoeding van de gemaakte kosten en de transportkosten volgens dezelfde voorwaarden als het personeel van het bevoegde bestuur.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2019.

Art. 15. De Minister die belast is met het beheer van de gemeenschapscentra waar vrijheidsbenemende maatregelen of straffen ten opzichte van uithandengegeven jongeren worden uitgevoerd, is belast is met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14408]

3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, notamment les articles 43*bis* et 44 ;

Vu la proposition de la Commission consultative des Maisons et Centres de Jeunes visée à l'article 44, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 20 juillet 2000 précité formulée le 18 juillet 2018 ;

Vu l'avis de la sous-commission pour l'Information des Jeunes visé à l'article 44, § 1^{er}, 3^o, du décret du 20 juillet 2000 précité, formulé le 1^{er} mars 2019 ;

Vu l'avis de la sous-commission pour l'Information des Jeunes visé à l'article 43*bis* du décret du 20 juillet 2000 précité, formulé en novembre 2017 et le 1^{er} mars 2019 ;

Vu l'avis d'initiative du Comité d'orientation et de sélection pour la production, la diffusion et la qualité de l'information à destination des jeunes, rendu dans le cadre de l'article 43*bis*, § 2, du décret du 20 juillet 2000 précité, donné le 18 mars 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 2019 ;

Vu le « Test genre » du 23 janvier 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes, donné le 4 avril 2019 ;

Vu l'avis n^o 66.177/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la formalité prévue par l'article 43*bis*, § 2, a) et b), du décret du 20 juillet 2000 n'a pu être respectée en raison de problèmes liés à des démissions et au processus de renouvellement des mandats au sein du Comité d'orientation et de sélection pour la production, la diffusion et qualité de l'information à destination des jeunes ;

Considérant le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française ;

Sur la proposition du Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « décret » : le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

2^o « Ministre de la Jeunesse » : le Ministre qui a la Jeunesse dans ses attributions ;

3^o « Service de la Jeunesse » : le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française ;

4^o « comité » : le Comité d'orientation et de sélection pour la production, la diffusion et la qualité de l'information à destination des jeunes, visé à l'article 43*bis* du décret ;

5^o « centre » : un Centre d'information des jeunes agréé par la Communauté française ;

6^o « subvention » : la subvention prévue à l'article 44, § 1^{er}, 3^o, du décret.